

Contexte et bilan de l'AMI sur le territoire

La zone du Sundgau correspond à l'aquifère éponyme. Elle recouvre 4 EPCI dans le département du Haut Rhin et concentre une population d'environ 420 000 habitants (soit 22% des alsaciens).

En termes d'activités agricoles, le Sundgau est divisé en 3 régions caractéristiques : la fertile et céréalière plaine du Rhin au Nord, le Sundgau historiquement centré sur polyculture-polyélevage et les plateaux du Jura au sud qui valorisent l'élevage. Le modèle économique de la Plaine, centré sur la culture du maïs, a cependant tendance à gagner du terrain vers le sud, et le maïs représente déjà 45% de la surface agricole utile de la zone du Sundgau. Les cultures de diversification sont très minoritaires et reposent beaucoup sur le soja.

Néanmoins, les acteurs locaux se sont mobilisés dans le cadre de l'AMI. Au total sur les 92 projets de la Région Grand Est accompagnés par l'AMI depuis 2018, 30 sont Alsaciens, **et 7 sont Sundgauviens**. Ces projets concernent notamment le développement du secteur des biosourcés (énergétique et fibre). On note également la présence de projets liés au maintien de l'élevage local. En revanche, très peu de projets liés aux céréales.



Map of the Grand Est region in France, showing the locations of various agricultural sectors. The map is color-coded by sector: blue for dairy (Elevage laitier), yellow for dairy (Elevage allaitant), green for large crops (Grandes cultures), orange for energy/fibers (Energie/fibres), and white for undefined (Non défini). A legend on the right explains the icons: a cow for dairy, a plant for crops, a flame for energy/fibres, a question mark for undefined, and a cow with a leaf for 100% bio. The map shows the following locations: Malterrie MALTALA (blue), Cernay (yellow), M2a (green), CCSAL (yellow), CC Sundgau (orange), CCSL (white), and Velcorex-Emanuel Lang (orange). The map also shows the borders with Germany (Allemagne) and Switzerland (Suisse), and the location of Colmar.

*Les projets sundgauviens + Maltala (Bas Rhin) ; en jaune
ceux portés par les acteurs publics*

Comment faire de la dynamique PAT un levier pour les filières BNI et notamment pour le maintien des prairies ?

La question a été illustrée par les interventions de Ludovic LAY (DRAAF) sur les compétences des PAT, de Fanny WAGNER & Esther DINH (CCSAL & PETR Pays du Sundgau) sur le développement d'une marque à l'herbe locale et d'Hélène CLERC (Bio en Grand Est) sur le projet de COCCI'Saveurs.

Ce que l'on peut retenir :

- Les PAT agissent comme des **catalyseurs de projets**, et leur valeur ajoutée réside dans leur capacité à faire du lien entre les acteurs (interconnaissance) à **soutenir et développer les débouchés locaux** et à **créer les conditions adéquates à la mise en place de projets**.
- C'est à cette étape de concrétisation des projets qu'intervient l'AMI, **source de financements** et également porte d'entrée sur les enjeux eau à combiner avec l'ensemble des autres enjeux locaux. On a donc une **complémentarité des dispositifs**.
- La question de **l'échelle d'action** est particulièrement discutée. La coopération, entre différents territoires voisins (ex : articulation avec les PAT Sud Alsace, Nord Franche Comté et Nord Alsace par exemple) est à considérer afin de mieux prendre en compte les complémentarités des territoires et s'adapter aux contraintes des acteurs économiques, qui ont souvent un rayonnement qui dépasse la collectivité

Coopération inter-PAT et filières protégeant la **ressource en eau**

Les PAT visent à dépasser le prisme agricole pour accompagner en profondeur les changements de pratiques, d'assolement, de rotations, etc. ... pour proposer des alternatives durables et viables.

Coopérer entre PAT permet de mettre en commun :

- les données issues des **diagnostics et études** « Eau »
- les moyens d'**animation PAT** sur les actions « Eau »
- les actions de **sensibilisation** aux enjeux « Eau »
- les **capacités de productions** issues de filières BNI
- les **débouchés** (circuits courts, RHD, GMS)
- les investissements dans des **outils de transformation**



L'échelle Inter-PAT à explorer

- L'AMI apporte des **arguments économiques**, permettant de mobiliser les porteurs de projets (production, transformation etc.) tandis les **collectivités ont un rôle de coordination et d'animation**. Le soutien politique et l'implication

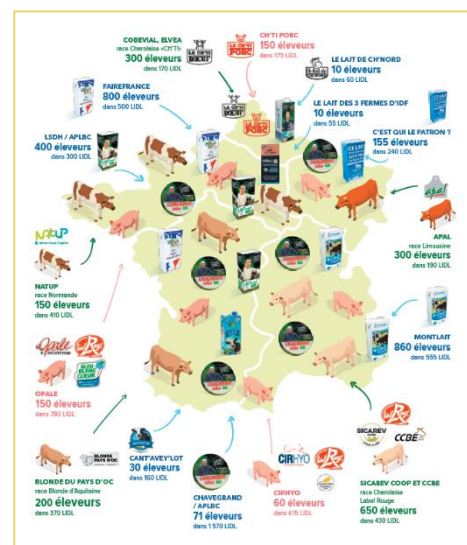
des élus est également un facteur clé de succès afin de **donner une impulsion et d'assurer un soutien** aux acteurs. Attention cependant à ne pas assimiler « circuits-courts » et « BNI ».

Quelles perspectives de valorisation des BNI avec la grande distribution ?

Cette thématique a été illustrée par 2 interventions : Manon SALAUN et Marianne NAUDIN (Lidl) sur le travail de filières mené par l'enseigne et Mickael GESLIN-GAVAND & Thierry LAGNEAU (Système U) sur les différentes échelles d'action du réseau.

Ce que l'on peut retenir :

- Préoccupation forte des acteurs de la distribution sur les sujets de l'approvisionnement local et durable.** De nouvelles collaborations, entre ces acteurs, les collectivités et les partenaires de l'AMI sont à imaginer.
- 2 « systèmes » qui coexistent : un système centralisé (Lidl) basé sur de la production en marque de distributeur (MDD) et un réseau de magasin indépendants (Système U).
- Chez Lidl, les OP ou les producteurs directement peuvent être **partie prenante de projets pilotes**, sur la décarbonation de leur exploitation (partenariat APAL) ou l'autonomie protéique des élevages via la culture de soja par exemple -> la grande distribution rencontre également des difficultés à faire changer d'échelle les projets expérimentaux menés, notamment par manque d'implication du consommateur final



Contrats tripartites noués par LIDL en France (~5000 producteurs)

- Système U dispose d'un **maillage de magasins à aller démarcher en direct** pour mettre en valeurs les produits locaux issus de filières courtes ; ces produits ne sont pas soumis aux mêmes négociations que les produits en MDD ou les grandes marques ; en parallèle des projets nationaux de plus grande envergure comme celui en lien avec la laiterie Schreiber et Bleu Blanc Cœur.
- Les différences d'organisation, de territorialité et de compétences sont un frein à la collaboration entre les acteurs publics et la grande distribution, mais **de nouvelles contraintes** (difficultés d'approvisionnement, chaînes logistiques complexes, attentes sociétales, changement climatique etc.) partagées par tous rendent une intensification des échanges souhaitable.

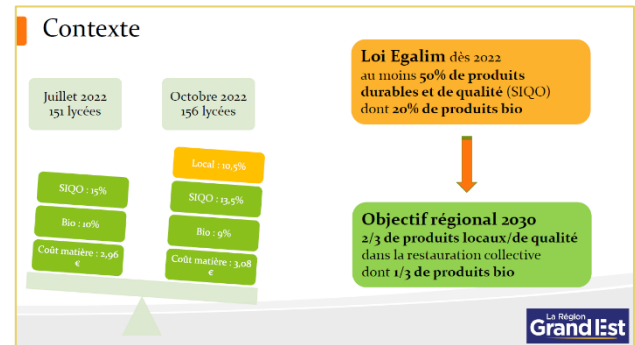
Quelles perspectives de valorisation des BNI avec les sociétés de restauration collectives (SRC) ?

Cette thématique a été illustrée par 3 interventions : la présentation du projet régional ADAGE par Patrick BASTIAN (Région Grand Est) suivi des interventions d'Isabelle DESCLOZEAUX (SODEXO) et d'Emmanuel RIEFFEL (API Restauration) sur les projets et marges de manœuvres de leurs sociétés.

Ce que l'on peut retenir :

- **Volonté des SRC d'être impliquées dans les réflexions/projets des PAT** afin d'échanger sur :
 - la définition de « local »
 - un cahier des charges clair qui permet au prestataire de bien comprendre les objectifs de la collectivité
 - les filières prioritaires sur lesquelles travailler afin d'éviter la dispersion
- Des **responsabilités différentes selon les acteurs** :
 - les producteurs et transformateurs qui doivent adapter une partie de la production aux volumes requis par la RHD
 - les SRC qui doivent accepter des produits moins standardisés, plus saisonniers, moins plébiscités (pour respecter l'équilibre carcasse par exemple)

- les collectivités doivent assurer un support politique ferme et potentiellement financier (augmentation pérenne du coût matière du repas, ou intervention ponctuelle en cas de variation des prix par exemple)



Adaptation du modèle d'achats de denrées alimentaires de la restauration collective en plaçant la Région comme facilitateur

- Un travail global doit être fait pour simplifier autant que possible la chaîne : en mutualisant des volumes par exemple et en limitant les labels à valoriser, dont la démultiplication peut entraîner de la confusion.
- Il faudra potentiellement, dans une logique d'efficacité logistique **intégrer dans la réflexion des grossistes intermédiaires** tels que Pomona, acteurs incontournables de la RHD.

En conclusion

La journée a permis de **souligner le rôle des collectivités comme catalyseurs de projets**, et a souligné l'importance d'approfondir le dialogue pour faire émerger de nouvelles pistes de collaboration avec les acteurs de l'aval (distribution, sociétés de restauration collectives). En effet, ce sont les **potentielles complémentarités entre filières courtes et filières longues** qu'il s'agit d'exploiter et non pas d'opposer afin de proposer des équilibres coût/volumes acceptables. L'AMI filières, avec son prisme de la protection de la ressource en eau propose justement un outil financier mobilisable pour expérimenter des nouveaux partenariats qui dépassent ces oppositions.

Les partenaires de l'AMI.

JOURNÉE SUNDGAU

AMI « SOUTIEN AUX FILIÈRES FAVORABLES À LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU »

Remerciements à l'ensemble des intervenants et des participants à la journée.

Contacts

Partenaires de l'AMI

(AERM, AESN, AERMC et Région Grand Est)

amifilières@grandest.fr

CERESCO

Claire-Marie LUITAUD

claire-marie.luitaud@ceresco.fr

Cartographie des projets : <https://deaumineau.grandest.fr/filières-ami/>



ceresco.
Alimentation, filières & territoires

Avec l'appui de CERESCO

18, rue Pasteur - 69007 Lyon - FRANCE

Tel : +33 (0)4 78 69 84 69 | contact@ceresco.fr | ceresco.fr

SAS au capital de 7622 euros | SIRET 423 106 756 00012 | RCS Lyon | NAF 7022Z